

Résolution adoptée
Séance plénière du 9 mai 2023

Crise du secteur culturel : l'urgence d'agir

Déclaration du groupe de la Coopération

Déjà confronté à des problématiques structurelles liées notamment à la digitalisation de nos usages, notre secteur culturel a été considérablement et durablement impacté par la pandémie de Covid-19 et les mesures de restrictions sanitaires mises en place pour l'endiguer.

Trois ans après, en conséquence de la guerre en Ukraine, il se voit en sus fortement pénalisé par la hausse des coûts de l'énergie.

Concerts, comédies musicales ou ballets ont ainsi connu des annulations en cascades.

La présente résolution l'affirme et nous soutenons : pour véritablement comprendre les enjeux et difficultés du secteur, il faut appréhender son écosystème de manière globale.

L'Etat est loin d'être le seul soutien du milieu culturel en France. On ne le sait pas toujours, mais les premiers financeurs de la culture dans notre pays sont les collectivités territoriales et ces dernières rencontrent elles-mêmes d'importantes difficultés sur le plan budgétaire.

C'est ainsi que la ville de Paris a par exemple annoncé des baisses de subventions pour ses lieux culturels, notamment la Philharmonie de Paris.

Quant au mécénat, l'incertitude économique le rend encore plus fragile.

Notre groupe en est convaincu, pour rebondir, notre secteur culturel nécessite un plan de financement stratégique pluriannuel qui prenne véritablement en compte l'ensemble de ses difficultés. Car ne l'oublions pas, et la présente résolution le souligne à dessein, au-delà des questions économiques il en va de notre cohésion sociale, si malmenée ces derniers temps.

Notre pays, confronté à des inégalités sociales croissantes, au populisme et à la radicalisation, a besoin de ses lieux et activités culturelles qui constituent des maillons essentiels du vivre-ensemble et du renforcement de sa cohésion sociale.

Nous remercions le rapporteur et la commission d'avoir mis l'accent sur ce sujet de premier ordre et souhaitons que les pouvoirs publics le prennent à bras-le-corps.

Il y a urgence à agir !